GRAND FIGE ACTION

GRAND-FIGEAC

Départements du Lot et de l'Aveyron 92 Communes membres - 45 387 habitants

RECRUTE

UN.E DÉVELOPPEUR.SE ÉCONOMIQUE TERRITORIAL.E

pour la Direction du Développement – Service développement économique à temps complet

Cadre d'emplois de catégorie A ou B (filière administrative ou technique) Titulaire <u>ou</u> Contractuel de droit public en contrat à durée déterminée de 12 à 36 mois

Située dans le Lot, limitrophe des départements de l'Aveyron et du Cantal, la Communauté de Communes du Grand-Figeac est un territoire disposant d'un environnement préservé, d'une économie très dynamique et d'un patrimoine naturel et bâti remarquables.

Maillon structurant essentiel du territoire, le Grand-Figeac met en œuvre de très nombreuses compétences allant de la culture, à la santé, en passant par la voirie, le développement économique, la petite enfance et l'aménagement du territoire. Riche de 242 agents, la Collectivité accompagne et mobilise chaque jour les acteurs du territoire par les différentes politiques mises en œuvre.

Vous aussi, venez apporter vos compétences professionnelles et participer à ce travail collectif dans un cadre propice à l'épanouissement professionnel et familial.

Territoire atypique sur le plan économique, le Grand-Figeac est un territoire d'industrie dynamique et en développement.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, le Grand-Figeac fait de la relation aux acteurs économiques un axe transversal pour accompagner les projets de développement des entreprises du territoire.

Dans vos missions quotidiennes auprès de la Direction du Développement, vous rencontrez, accompagnerez et orienterez les entreprises aux différentes étapes de leur développement, en lien étroit avec les financeurs.

Participer au développement des 20 zones d'activités, créer les conditions d'accueil favorables à nos entreprises seront également au cœur de votre activité.

Ainsi vous permettrez à la Collectivité d'adapter ses accompagnements et sa politique aux évolutions nécessaires des entreprises.

Missions principales du poste

• Accompagner les entreprises :

- Accueillir, informer et accompagner les porteurs de projets et les acteurs économiques en lien avec les actions de la Collectivité (parcours résidentiel).
- Orienter les entreprises vers le bon interlocuteur ou bon dispositif en leur apportant des réponses personnalisées et adaptées à leur environnement et leurs projets et en assurer le suivi.
- Instruire et garantir le suivi administratif et financier des dossiers d'aide à l'immobilier d'entreprises gérés directement par la collectivité.

• Animer le tissu économique :

- Être force de propositions et d'actions pour le montage d'initiatives ou d'actions collectives en faveur du tissu économique.
- Concevoir et animer des évènementiels à destination des acteurs économiques.
- Participer à l'animation du réseau des acteurs du développement économique local, par différents types d'outils (plateformes, rencontres, clubs d'entreprises, mentoring) et assurer une coordination efficace et prospective sur le territoire.
- Assurer une veille règlementaire (juridique, fiscale, etc.) des dispositifs d'aide et d'accompagnement aux entreprises et une veille économique permanente (observatoire, suivi d'indicateurs clés, ...).
- Gérer et promouvoir l'offre de services de la collectivité Pépinière / Hôtel d'entreprises.
- Participer à concevoir et mettre en œuvre une offre de services à forte valeur-ajoutée auprès des entreprises du territoire (stratégie, RH, financement, décarbonation...).

• Proposer les évolutions nécessaires en matière d'accompagnement économique et local :

- Engager un axe de travail sur les transmissions-reprises
- Participer à l'établissement de la feuille de route du développement économique du prochain mandat

Profil recherché

Vos compétences et connaissances :

- Une formation supérieure universitaire, école de gestion ou de commerce avec une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le développement économique territorial en collectivité, en agence de développement, en cabinet de conseil ou organisme consulaire.
- Une maîtrise des dispositifs réglementaires et techniques en ingénierie financière (niveaux local, régional, national, européen).
- Une maitrise des procédures administratives, règlementaires et des marchés publics pour accompagner les programmes de la collectivité en matière d'aménagement du foncier ou immobilier économiques.

Vos qualifications personnelles :

- Le sens du service public
- Une forte capacité d'écoute et d'adaptation aux enjeux économiques
- Une appétence pour le monde de l'entreprise
- Le sens de l'organisation

Contraintes du poste

- Permis B obligatoire (déplacements fréquents sur le territoire)

Conditions

- Recrutement titulaire ou sur contrat de droit public de 12 à 36 mois
- Poste à temps complet, basé à FIGEAC, à pourvoir dès que possible.
- Rémunération statutaire + régime indemnitaire + avantages sociaux (titres-restaurant, participation mutuelle, CNAS)
- Possibilité de travail à 39h35 sur 5 jours du lundi au vendredi avec 25 jours de congés et 24,5 jours de RTT
- Possibilité de télétravail un jour par semaine (à partir de 6 mois d'ancienneté)

Envoi des candidatures

Dossier de candidature (lettre de motivation, CV, copie du diplôme, dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires) à adresser :

- par mail à <u>recrutement@grand-figeac.fr</u>
- ou par courrier à Monsieur Vincent LABARTHE, Président du Grand-Figeac, 2 rue Germain Petitjean, 46100 FIGEAC

jusqu'au 7 décembre 2025 inclus.

Après présélection sur dossier de candidature, un entretien avec le jury de recrutement sera proposé aux personnes retenues.

Date estimée des entretiens : à partir du 5 janvier 2026 (date précisée ultérieurement)

Nous vous rappelons que conformément au principe d'égalité d'accès à l'emploi public, cet emploi est ouvert à tous les candidats remplissant les conditions statutaires requises, définies par le code général de la fonction publique et le décret régissant le cadre d'emplois correspondant. Nous vous rappelons toutefois, qu'à titre dérogatoire, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi par voie contractuelle.